Synergies Roumanie n° 11 - 2016 p. 19-33

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Les relations inter-communistes dans la période 1960-1965. La désoviétisation en Roumanie

Laura M. Herța
Université Babeș-Bolyai, Faculté d'études européennes,
Département de Relations Internationales, Roumanie
laura.herta@euro.ubbcluj.ro

Résumé

Cet article aborde la coalescence des tentatives de la Roumanie à rompre avec l'emprise de l'Union Soviétique. L'article présente les relations inter-communistes en Europe de l'Est au cours des années 1960-1965 et l'impact du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle sur la direction communiste de la Roumanie. Le but est d'analyser comment les communistes roumains ont fait valoir le rôle attribué à l'économie de la Roumanie par le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle et comment de tels arguments ont été utilisés pour justifier l'autonomisation du pays. L'effet cumulatif a été la désoviétisation de l'espace public roumain.

Mots-clés: communisme, Gheorghiu-Dej, Khrouchtchev, désoviétisation, CAEM

Inter-communist Relations during the 1960s
Desovietisation in Romania

Abstract

This article tackles the coalescence of Romania's attempts to break away from the grip of the Soviet Union. The article presents the inter-communist relations within Eastern Europe during 1960-1965 and the impact of the COMECON on Romania's communist leadership. The porpose herein is to analyze how the Romanian communists argued against the role assigned to Romania's economy by the COMECON and how such arguments were employed to justify the country's autonomisation. The cumulative effect was the desovietisation of the Romanian public space.

Keywords: communism, Gheorghiu-Dej, Khrushchev, desovietisation, COMECON

Les préliminaires des tendances de l'autonomisation : la politique interne et étrangère de la Roumanie dans la période 1960-1965

Au début des années 1960, le comportement des États communistes en Europe orientale était conçu, *inter alia*, selon deux tendances yougoslaves, avec des effets cumulatifs sur la structure régionale : d'une part, l'exemple yougoslave de la voie *nationale* au socialisme gagnait davantage de terrain sans cesse, ce qui coagulait

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

la tendance vers le polycentrisme, et, d'autre part, le principe selon lequel les petits pays communistes pouvaient conduire et même intensifier les relations internationales bilatérales et pouvaient développer leurs propres formes de neutralisme en dehors du bloc communiste. Les attentes yougoslaves étaient centrées sur l'influence d'autres pays communistes d'Europe orientale, qui, tôt ou tard, auraient rejoint le Mouvement des Pays non Alignés (Auty, 1969 : 187). Cependant, le désalignement promu par le dirigeant yougoslave Tito a eu un certain impact sur la politique émergente de la Roumanie. La « Déclaration d'avril » en 1964, qui équivalait aux actions du Parti Ouvrier Roumain (POR) pour acquérir l'autonomie au sein du bloc socialiste, a isolé Roumanie de ses partenaires au sein du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM) et de l'Organisation du Traité de Varsovie, mais a conduit à l'amélioration et l'approfondissement des relations avec la Yougoslavie.

Les interactions au sein du bloc de l'Est ont été facilitées par les décisions de Khrouchtchev et ont été caractérisées par certains paramètres permissifs, mais aussi par des limites de flexibilité au sein du camp socialiste. Comme on le soulignera ci-après, la période 1960-1965 produit certains comportements schismatiques au sein de la communauté socialiste, non escomptés à Moscou : d'une part, l'abandon du modèle soviétique par les communistes albanais (et le réalignement ultérieur aux directions idéologiques de la Chine), et d'autre part, le rejet par les communistes roumains des plans économiques conçus par Khrouchtchev à travers le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM). Les actions de la Roumanie ne produiront pas de ruptures majeures *dans la relation avec* le « camp socialiste », mais plutôt, ils souligneront la position autonome *en son sein*. En revanche avec la Yougoslavie et l'Albanie, la Roumanie n'a pas eu recours à la *déviation* et le *réalignement sui generis* au niveau international, mais a tracé (en rejetant le rôle économique attribué par Khrouchtchev et l'autorité d'une structure supranationale qui dirige les économies nationales des États membres CAEM) les éléments composants d'une politique de désatellisation.

Pour certains chercheurs occidentaux, dans les années 1970 il deviendra évident que le « bloc soviétique » n'existait pas *per se* et que les Etats socialistes acquéraient de plus en plus une demi-autonomie dans les relations complexes du « Commonwealth socialiste » : « dans ce contexte, la Yougoslavie et l'Albanie représentent les déviations les plus incisives du modèle soviétique en ce qui concerne les relations interétatiques entre les pays socialistes. [...] À bien des égards, la Yougoslavie est « la déviation de droite » et l'Albanie est le premier exemple de « la déviation de gauche », comme ils étaient définis au Kremlin » (Gilberg *apud* Gati, 1976 : 103).

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

La dynamique des relations inter-communistes a été ponctuée par deux facteurs principaux : le conflit sino-soviétique et la rationalisation des mécanismes pour maintenir le contrôle sur les « satellites » dans la période poststalinienne. Dans le cas du premier facteur, certains indicateurs, perceptibles à la fin des années 1950, ont été accentués. Gomulka et Kádár sont restés les leaders de l'Europe orientale les plus proches de Khrouchtchev (au niveau personnel, idéologique et politique), suivant une ligne « centriste et de domestication », comme prévu par le leader du Kremlin et soutenant les politiques soviétiques contre les communistes chinois et albanais. La Roumanie a suivi la même ligne assujettie à Moscou, dans une première étape, et n'éveillait pas encore de soupçons. Les communistes Est-allemands, tchécoslovaques, bulgares et roumaines « représentaient ce qu'on peut mieux appeler des « staliniens frustrés », forcés par Khrouchtchev au dévouement à la position centriste » (Griffith *apud* Fisher-Galați, 1963 : 198-207). Les communistes albanais déjà marquaient la rupture de Moscou et articulaient de manière manifeste l'alignement sur la position idéologique de Chine. La motivation principale de l'élite de Tirana a été centrée sur la crainte que Khrouchtchev les laisse prisonniers de la Yougoslavie de Tito (un danger que les Albanais avaient ressenti en 1948 et 1956) ; en tant que telle, puisqu'en 1960 la politique de Pékin était prête à soutenir le déficit économique permanent de l'Albanie et à conférer Tirana « la protection idéologique et politique contre Moscou », la décision de Hodja semblait optimale, d'autant plus qu'elle lui permettait de continuer le stalinisme interne, d'amplifier le soutien nationaliste parmi la population albanaise antiserbe et anti-grecque et de rester en charge (Griffith *apud* Fisher-Galați, 1963 : 198-207). L'attitude de Gheorghiu-Dej s'altérera considérablement dans le contexte du différend sino-soviétique dans la période 1962-1964 (bien qu'il ne soit pas la seule explication de fond de l'évolution autonome de la Roumanie). De toute évidence, le différend Moscou-Pékin a érodé l'engagement idéologique des pays communistes d'Europe orientale envers le monocentrisme soviétique. Le deuxième facteur important qui a créé des opportunités pour l'oscillation dans la relation avec l'URSS ou le rejet de certaines politiques soviétiques, s'est matérialisé dans les efforts de l'Union soviétique pour maintenir la subordination de l'Europe orientale. L'élimination de la terreur de la période stalinienne, de l'assujettissement politique et l'idéologique paralysante et l'exploitation économique de certains des Etats satellites (comme la Roumanie et la Bulgarie) ont produit un vide qui devait être rempli avec d'autres mécanismes pour préserver la loyauté.

Sur le plan interne, l'un des changements importants produits en Roumanie a été l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale, éduquée dans l'esprit de l'activité du parti. Il s'agit d'un grand nombre de techniciens, ingénieurs, économistes, qui

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

ont pris la place des cadres installés immédiatement après 1948, qui, d'abord, n'étaient pas formés dans l'esprit communiste, et, d'autre part, ne présentaient pas de garanties maximales en ce qui concerne la dévotion idéologique et politique (puis qu'ils n'avaient pas, dans tous les cas, une descendance paysanne de descente ou ouvrière).

Au début des années 1960, Gheorghiu-Dej semblait « l'allié soviétique l'idéal » (Fisher, 1989 : 59). Sur le plan interne, il avait réussi à garder le contrôle du POR et sur le plan externe il avait suivi scrupuleusement la ligne de Moscou, en démontrant du dévouement sans équivoque (à la fois militaire et politique), en particulier pendant la crise de 1956. Les décisions de lancer un plan rapide pour l'industrialisation massive et de reprendre la campagne de collectivisation (en 1958, et respectivement en 1959) « ont renforcé l'image de Gheorghiu-Dej comme un stalinien fidèle, qui avait la confiance de Moscou qu'il restaurerait la Roumanie dans l'image soviétique » (Fisher, 1989 : 59-61).

Bien que dans une première phase les disparités entre le projet économique intégrationniste de Khrouchtchev et les mesures internes de Dej n'avaient pas été visibles, très bientôt une controverse remarquable surviendrait dans la relation Bucarest-Moscou. La nouvelle « équipe » autour de Dej soutiendra son initiative de rejeter les plans khrouchtchéviennes, mais cette unité ne s'explique que par l'homogénéité ethnique ou sociale. Mary Ellen Fisher fait valoir que l'élite communiste roumaine était homogène au début des années 1960 seulement à travers deux aspects : la longévité dans la fonction et l'activité communiste clandestine dans la période entre les deux guerres. Les caractéristiques communes des subordonnés et des acolytes de Dej étaient centrées soit sur le dévouement personnel envers lui, démontré après plusieurs années d'exercice de la fonction, soit sur le passé commun en exil ou en prison, partageant ainsi avec Dej l'expérience de l'incarcération et de l'engagement profond pour le développement socialiste de la Roumanie à la fois. Ces dénominateurs communs s'avéraient être un lien assez fort pour faire face aux pressions soviétiques (Fisher, 1989 : 59-61).

Mais jusqu'en 1962, la Roumanie n'a pas démontré des sujets d'inquiétude au sein du « camp socialiste » et « Dej est resté dans un silence de défense, comme l'un des survivants d'une époque qui était maintenant anathémisée » (Ionescu, 1994 : 369). L'importance du 3e Congrès du POR réside dans plusieurs facteurs. Premièrement, Khrouchtchev a profité de l'occasion pour exposer l'escalade du conflit sino-soviétique afin de dénoncer publiquement les exécutions de personnes innocentes sous Staline et de lancer une attaque contre la délégation du Parti Ouvrier Albanais, qui était coupable des « activités schismatique, fractionnistes et subversives » dans le mouvement communiste international. La controverse entre Pékin et Moscou a créé

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

des troubles parmi les communistes roumains, mais Dej n'a pas dévié de la loyauté envers le Kremlin (malgré le fait qu'il n'avait jamais été pleinement en résonance avec les politiques promues par Khrouchtchev). En outre, au Plenum du Comité Central de la fin de 1961, Dej a critiqué de manière virulente la déviation albanaise, en accusant directement Enver Hoxha et d'autres qui défendaient les erreurs graves commises par Staline. Cette attitude de Dej respectait constamment la réaction des communistes roumains lors de la conférence internationale à Moscou en novembre 1960, quand ils avaient été les partisans les plus virulents du Kremlin contre les communistes chinois et albanais. (Ionescu, 1994 : 353-370 et Tismăneanu, 2005 : 208).

De plus, Dej était malheureux avec les attaques de la Chine et de l'Albanie contre la Yougoslavie, avec laquelle il avait réussi à améliorer considérablement les relations : « il désapprouve la rhétorique titiste sur l'autogestion ouvrière des entreprises et d'autres innovations théoriques dans la construction socialiste, mais cela ne signifiait pas qu'il considérait les yougoslaves comme des renégats et des traîtres » (Tismăneanu, 2005 : 208). En ce qui concerne les stratégies internes des communistes roumains, le Congrès a été l'occasion d'approuver le rapport sur le deuxième plan quinquennal et un de l'économique à long terme (projetée jusqu'en 1975); un autre nouveau projet de six ans approuvé insistait sur la nécessité immédiate « de l'industrialisation multilatérale » de la Roumanie. Le progrès réalisé dans le secteur industriel était déjà visible en Roumanie, en raison des efforts internes (à travers la nouvelle cohorte de technocrates, des travailleurs qualifiés, des ingénieurs et des spécialistes) et le soutien occidental pour ces ambitions. La coexistence pacifique (qui se trouve dans le scenario conçu par Khrouchtchev après 1958, qui comprenait une politique d'ouverture vers l'Ouest) permettait la coopération dans ce domaine avec les Etats capitalistes ; en tant que telle, la Roumanie a obtenu des prêts à long terme, à l'aide desquels elle a acquis des installations, des biens d'équipement ou certaines matières premières qui ont aidé l'industrie lourde (Rothschild, 1989 : 163 et Ionescu, 1994 : 361-362). Le succès de l'industrialisation et l'essor économique ressenti ont renforcé le sentiment de soi des communistes roumains. En parallèle, d'autres prémisses nécessaires ou facilitantes étaient satisfaites pour l'autonomisation au sein de la structure communiste et contournement de la relation de dépendance avec Moscou. Tout d'abord, le retrait des troupes soviétiques a été consenti par Moscou, étant donné le comportement exemplaire de l'élite de Bucarest lors des crises de 1956 et qui s'est manifesté comme une récompense pour l'obéissance (Fisher, 1989 : 59 et Rothschild, 1989 : 162) et a eu un impact psychologique considérable, car tandis que la Roumanie restait bien intégrée dans le bloc soviétique (la plupart des frontières du pays étaient avec des

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

Etats de l'orbite de Moscou, une grande partie de la frontière était même avec l'URSS et les divisions soviétiques d'Ukraine et de la République Moldave pouvaient agir immédiatement en cas d'urgence), « Dej pouvait présenter le retrait comme une concession arrachée aux soviétiques. En outre, le départ des troupes soviétiques a libéré la Roumanie d'un fardeau économique et a éliminé une source d'irritation » (Deletant, 2001 : 211 et *passim*).

Deuxièmement, la Roumanie était autosuffisante en termes de production d'énergie ; contrairement à d'autres pays d'Europe orientale, la production de ressources pétrolières, gazières et hydroélectriques lui conférait des avantages. (Fisher, 1989 : 60). Troisièmement (bien que la signification politique peut la placer avant les facteurs ci-dessus), Dej a entrevu une occasion de détente (par décompression) et aussi la mobilité inhérente (par une marge des actions permises) au milieu du différend sino-soviétique qui reflétait la contestation de Moscou par un pouvoir comme la Chine, son abandonnement par l'Albanie et l'érosion du monocentrisme dans la communauté socialiste.

La controverse roumano-soviétique

En 1962, Khrouchtchev a proposé certaines mesures visant à réduire le rôle du facteur politique et à renforcer celui du facteur économique. Face à des économies occidentales de plus en plus technologiques et plus développées, les économies du bloc soviétique risquaient d'être à la traîne, à moins d'un recours rapide à une accélération de la modernisation. Les intentions de Khrouchtchev visaient un rapprochement aussi grand que possible des économies dans le bloc soviétique, achevé par leur intégration, et le rôle essentiel dans cette démarche revenait au Conseil d'Assistance Economique Mutuelle, qui compenserait le succès du Marché commun. Le chef de Kremlin introduit les termes « spécialisation des épargnes » et « division socialiste internationale du travail » dans le but de donner la priorité à l'industrie lourde dans les pays développés d'Europe orientale ; c'étaient la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, l'URSS, la Pologne et la Hongrie. Les autres pays du bloc soviétique étaient en train de développer d'autres branches industrielles, et en particulier, l'agriculture. Les perdants de l'industrialisation massive semblaient être la Roumanie et la Bulgarie.

En substance, l'innovation de Khrouchtchev reposait sur l'instrumentalisation du CAEM pour acquérir une division internationale du travail dans l'industrie et, partiellement, dans l'agriculture, à l'intérieur du bloc soviétique, une idée qui aurait paru impensable dans la période autarcique de Staline. Le projet prévoyait la production de toutes les marchandises par l'URSS et la répartition, en fonction des ressources

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

nationales et des capacités, la production de produits finis et de base au cas des pays d'Europe orientale. Le but rationnel pivot était la fabrication des produits à un coût minimal et en grandes séries. La mesure immédiate prévoyait la répartition des types de produits industriels pour chaque pays d'Europe orientale, qu'ils allaient fabriquer exclusivement ou principalement. Cependant, selon le projet, la Hongrie allait se consacrer et se spécialiser dans l'équipement téléphonique, la Tchécoslovaquie dans la production de voitures de passagers, la Bulgarie dans la fabrication de moteurs électriques de petite taille, la Roumanie dans l'équipement pour l'extraction de pétrole et la République démocratique allemande (RDA) et la Pologne dans la production des machines et des constructions navales de grande taille. Ainsi, la division du travail industriel stimulerait le commerce au sein du bloc soviétique ; son corollaire se matérialisait dans l'avantage de l'Union soviétique, qui aurait acquis toutes ces machines, et la Tchécoslovaquie et la RDA, qui étaient en mesure de fournir les équipements spécialisés le plus lucratifs (Wszelaki *apud* Fisher-Galați, 1963 : 124).

Pour les dirigeants communistes roumains, la modernisation signifiait, cependant, une forte industrialisation ; la Roumanie, étant un pays essentiellement agricole, avait besoin d'une économie industrielle, pour assurer son développement. L'industrialisation et la collectivisation forcées, inspirées par le modèle stalinien, constituaient les méthodes les plus appropriées pour cette démarche, selon les dirigeants roumains. Les différences du stade de développement entre les pays d'Europe orientale étaient déjà notables, à cette époque-là. Gheorghiu-Dej n'a pas rejeté les idées de Khrouchtchev, étant d'accord avec la spécialisation de la production, tant qu'elle serait appliquée seulement après l'égalisation des niveaux de développement entre les États membres du CAEM. A la fin de 1962, le conflit roumain-soviétique était « larvé » d'une manière dangereuse et en 1963 il a gagné la publicité dans la presse internationale.

À la réunion du Bureau Politique du 26-27 février 1963, les communistes roumains ont discuté amplement les alternatives d'action et la signification péjorative de la création d'un organisme supra-étatique intégré à CAEM, qui devait diriger les lignes de développement industriel des pays membres. Alexandru Bârlădeanu représentait la position du Parti Ouvrier Roumain (POR) aux réunions sur le programme d'industrialisation ; il était, en fait, le délégué permanent de la Roumanie à CAEM et a joué un rôle clé dans la promotion de l'attitude et des décisions du POR, car il était un bon connaisseur de la langue russe, il était économiste (ancien ministre du commerce en 1950 et Vice-Premier-ministre en 1961) et s'était engagé dans des confrontations directes avec Khrouchtchev et d'autres dirigeants soviétiques. A la réunion du Comité exécutif du CAEM du 15 février, Bârlădeanu a réitéré et a

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

défendu la politique économique de la Roumanie établie au troisième Congrès, qui a suscité le mécontentement des soviétiques (Tismăneanu, 2005 : 217). Suite à la réunion du CAEM, Bârlădeanu a exposé, lors de la réunion du Bureau Politique du POR, le contenu de vives discussions, notant que, selon le « jugement, [il] a soulevé à la réunion du Comité exécutif du CAEM le problème de l'organisme unique de planification et il a exposé la position du parti. La réaction a été de quelque peur la première fois, [car] ils ont commencé à reculer [...] (Retegan, 2002 : 51).

En analysant sous tous les angles le projet de la division socialiste du travail et son corollaire regrettable pour la Roumanie, en notant que, en fin de compte, la décision est injuste, puisque CAEM ne réunit pas entièrement le monde communiste, les membres du Bureau Politique ont cherché à identifier les lacunes dans l'imitation des projets similaires des pays capitalistes, en particulier du Marché Commun, en soulignant que : « il y a cette tendance à pousser les choses à un bloc autant unifié que possible et à la fusion, comme l'on soutient, des économies. Parce que, finalement, cela est la tendance exprimée par Khrouchtchev et de tous les « théoriciens » qui, ces derniers temps dans toute la presse soviétique et d'autres pays, essaie de justifier la nécessité de la fusion économique des pays. On doit voir si cela peut aider (Retegan, 2002 : 108-109). Au cours des négociations du Comité exécutif du CAEM, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est s'étaient opposées aux tentatives des roumains de rejeter le plan économique intégrationniste, en faisant valoir que si la Roumanie avait l'intention de construire sa propre industrie de l'acier, cela signifierait doubler les industries des pays socialistes plus développés (Ionescu, 1994 : 375).

Les communistes roumains se sont opposés et ont cherché à renforcer la validité de leurs objections, invoquant des raisons politiques. Alexandru Moghioroş estimait que

> *notre position principale, notre position politique comporte une base très forte. Nous ne défendons pas vraiment seulement nos intérêts, mais aussi la cause des pays socialistes dans son ensemble et du mouvement communiste international. Si nous nous déclarions d'accord avec la création d'un organisme unique de planification, la renonciation à l'indépendance, souveraineté, égalité des droits, cela voudrait dire que nos états, nos parties auraient le rôle d'un exécutant qui exécute les décisions d'une force supérieure, non pas en conformité avec les intérêts de notre peuple, de notre pays.* (Retegan, 2002 : 125).

Comme l'a observé Kenneth Jowitt, l'ensemble du problème de la division socialiste industrielle et de l'organisme unique de planification des économies a transposé Dej dans un état de « dissonance intense » sur son objectif primordial (à

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

savoir l'industrialisation), et le placement de sa valeur a favorisé une « opposition croissante à l'Union soviétique et l'ouverture d'une politique qui mettait l'accent sur les objectifs du parti et la souveraineté étatique » (Jowitt, 1971 : 203 et 214).

La Plénière du Comité central du POR de mars 1963 a soutenu la position adoptée par Bârlădeanu à la session de CAEM : « La Plénière a réaffirmé son plein accord avec les « principes fondamentaux de la division internationale socialiste du travail » [...] selon lesquels le moyen principal de développement réussi et d'approfondissement du travail est la coordination des plans de l'économie nationale dans l'esprit des principes énoncés dans la Déclaration de Moscou de 1960, respecter l'indépendance et la souveraineté nationale, la pleine égalité des droits [...] » (*Scânteia*, 1963 ; Retegan, 2002 : 190-191). Dans la presse roumaine, les notions utilisées par les politiciens communistes n'étaient pas si hardies, mais, dans la lettre de Gheorghiu-Dej adressée à Khrouchtchev en juin 1963, la position intransigeante de la Roumanie est devenue évidente: « POR se dresse contre l'ensemble des mesures prévues - le plan unique et la création de l'organisme unique planification, communes à tous les pays, syndicats interétatiques de branche, entreprises de propriété commune - considérant que, par leur nature même, elles conduisent inévitablement à porter préjudice à la souveraineté nationale des pays socialistes membres de CAEM. [...] » (Tănase, 1998 : 188-189). Selon les informations de Ghiţă Ionescu, à ce moment-là le bruit courait encore que Khrouchtchev avait écrit à Dej, l'informant que la limite de coopération avec le CAEM avait été atteinte et que si les objections étaient maintenues, la Roumanie n'aurait pas d'autre alternative que de quitter CAEM (Ionescu, 1994 : 376). Dans le plan d'action, Moscou a décidé d'envoyer une délégation à Bucarest pour enquêter et résoudre le cas ; Nikolai Podgornîi (le secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique / CC du PCUS) est arrivé en Roumanie en mai, mais les pourparlers n'ont pas permis d'y mettre fin à l'amiable (Retegan, 2002 : 273-299). En parallèle, les communistes roumains ont décidé de populariser la décision de rejeter le projet économique, en rompant ainsi le silence envers tous les membres du parti et informant la population grâce à des réunions organisées à différents niveaux. Au cours de mars, les discussions et les réunions du parti se sont intensifiées avec l'intellectualité technique et les ouvriers, où l'on déclarait que l'amitié et la coopération avec l'URSS étaient maintenues, mais que « dans les problèmes économiques il y avait de sérieuses divergences de vues » (Ionescu, 1994 : 376-377).

Une autre action, reçue comme un affront à Moscou, a eu lieu en juin 1963, lorsque les communistes roumains ont publié un résumé d'une lettre écrite par le Parti communiste chinois et adressée au Comité central du PCUS en juin 1963, qui critiquait la politique soviétique en relation avec les 25 points établis pour la

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

conférence sino-soviétique qui devait avoir lieu en juillet. Le contenu de la lettre n'a pas été exposé en URSS et les États d'Europe orientale n'ont pas osé, cependant, rendre le texte public. Les communistes albanais, néanmoins, ont décidé de faire le contraire, et l'élite de Bucarest a repris un résumé de la lettre et l'a publié.

Le geste était audacieux, mais visait à révéler un sujet important pour la Roumanie, exprimé par les communistes chinois : « Ce serait un chauvinisme à grande échelle de nier les principes de base et, au nom de la « division internationale du travail » ou de la « spécialisation » imposer à certains la volonté d'autres » (Ionescu, 1994 : 378 et Tismăneanu, 2005 : 217). Ce thème fournira aux communistes roumains le contenu conceptuel et dogmatique pour rejeter les plans économiques intégrationnistes soviétiques. Les communistes roumains n'étaient pas du tout attirés par la vision manichéenne, profondément belliqueuse de Mao, se sentant plus à l'aise dans la structure de Moscou, mais ils étaient intéressés par les avantages potentiels de l'érosion de la domination soviétique sur les états d'Europe orientale.

Jusqu'à ce point, la Roumanie avait adopté et réitéré une attitude qui était clairement indicative de désengagement de Moscou. D'autres actions de la Roumanie montraient ses contours. À cet égard, c'est la réponse de Gheorghiu-Dej aux initiatives bienveillantes de Tito pour le rapprochement qui a été significative. En juin 1963, la Roumanie, après avoir refusé de participer à certains projets d'investissement au sein du CAEM, a annoncé qu'elle avait approuvé et signé un projet d'une valeur de 140 millions de livres sterling avec la Yougoslavie (pays en dehors du CAEM) visant à exploiter le potentiel hydroélectrique et de navigation des Portes de Fer. En novembre 1963, Dej a rendu visite en Yougoslavie et même si ce fut une visite d'Etat et non du parti, les honneurs avec lesquels il a été reçu à Belgrade dépassaient ceux dont avait bénéficié Khrouchtchev (qui avait été invité en août). Gheorghiu-Dej fut aussi le premier dirigeant communiste qui a été invité à s'adresser à la Skupština nationale yougoslave (Rothschild, 1989 : 163; Ionescu, 1994 : 379; Betea, 2001 : 124-25). Selon Ghiță Ionescu, « cette preuve de respect exceptionnelle ne pouvait pas être expliquée autrement que par la méfiance commune de deux régimes envers CAEM. Il est probable que cela indiquait aussi la bonté que les yougoslaves avaient montrée à l'opposition des roumains envers le monocentrisme du PCUS. » La Roumanie a également décidé de renvoyer l'ambassadeur roumain à Tirana (bien que l'Albanie ait été « excommuniée » en 1961), les légations d'Angleterre et de France à Bucarest ont été élevées au niveau d'ambassade et la fin de 1963 a marqué le premier vote de la Roumanie contre l'Union soviétique et ses alliés au sein des Nations Unies (Georgescu, 1995 : 274; Ionescu, 1994 : 379; Fejtö, 1974 : 161). Toutes ces décisions ont représenté des actes symptomatiques cumulatifs indiquant la désatellisation et l'intention (facilitée par la conjoncture) d'autonomisation.

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

Gheorghiu-Dej, avec son groupe, a continué à maintenir la position de désengagement, d'autant plus que le contexte favorisait le soutien d'une position centrée sur le droit de chaque pays à planifier l'économie nationale. Khrouchtchev était, *bon gré mal gré*, décidé d'adopter la modération par rapport à la Roumanie, car il s'était déjà engagé dans une polémique avec la Chine, avait perdu le contrôle *in toto* sur l'Albanie, la crise des missiles de Cuba avait encore des effets néfastes sur les relations avec les États-Unis et leur effet cumulatif se traduisait par un préjudice de son image et de son autorité. Dans ce contexte troublant, mais permissif pour une certaine marge de manœuvre, les communistes roumains ont décidé de mettre l'accent sur l'antagonisme lancé. En fait, comme l'a déclaré Michael Shafir, « Dej se trouvait confronté au dilemme de choisir entre l'Union soviétique et le modèle soviétique. Paradoxalement, en grande partie, sa forte identification aux valeurs marxistes-léninistes de l'industrialisation a été celle qui l'a transformé en « national-communiste » (Shafir, 1985 : 48). En d'autres termes, l'appel au soutien populaire déroulé concomitant avec le différend avec Khrouchtchev n'était nullement un catalyseur ou un générateur, mais un élément nécessaire d'une ligne d'action hésitante, initialement, mais finalement préservée et renforcée. Ainsi, dans le processus de construction (argumentative et d'action) d'une désatellisation, la Roumanie a eu recours à d'autres décisions illustratives. Par exemple, les communistes roumains ont refusé d'assister à la réunion des premiers secrétaires à Berlin-Est (prévue pour le 23 juin 1963) ; la réunion a coïncidé avec la célébration du 70e anniversaire de Walter Ulbricht, mais Khrouchtchev a exploité la possibilité de consulter les autres membres du parti communiste avant la réunion avec les chinois, tenue le 4 juillet (Ionescu, 1994 : 379). L'absence de la Roumanie équivalait à son non-alignement au chemin souhaité par Khrouchtchev pour les pays d'Europe orientale.

En juillet 1963, Gheorghiu-Dej a assisté, cependant, à la réunion des premiers secrétaires de Moscou, organisée pour discuter des questions liées au Pacte de Varsovie et problèmes de CAEM. Le communiqué officiel mentionnait seulement la coordination des plans entre les États souverains constituant le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle, « basée sur les principes de l'égalité des droits et du strict respect de la souveraineté nationale » (Ionescu, 1994 : 379-380), en renonçant à la création de l'organisme unique de planification. Le texte a inclus à titre subsidiaire le premier acte de rébellion du groupe de Gheorghiu-Dej et signifiait une victoire partielle de la politique de Bucarest par rapport à Moscou. En substance, le communiqué de presse a déclaré l'importance de consultations préliminaires bilatérales pour la coopération à long terme, qui représentait le vocabulaire même utilisé et soutenu jusqu'alors par les communistes roumains. Selon François Fejtö,

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

Gheorghiu-Dej avait réussi à empêcher la transformation du CAEM dans une autorité supra-étatique et, par conséquence, « si les Chinois avaient détruit la domination soviétique sur le mouvement communiste international en 1957, six ans plus tard les roumains signalaient la désintégration de la domination soviétique en l'Europe orientale » (Fejtö, 1974 : 160).

Une autre ressource destinée à renforcer la position du POR a été activée en même temps que la position officielle dans les relations extérieures ; il s'agit du soutien populaire. En rejetant les plans intrusifs soviétiques, le « régime communiste et le peuple roumain se sont trouvés à la fin, d'une manière authentique, sur un terrain commun » (Rothschild, 1989 : 162). Selon l'observation de Michael Shafir, l'élite politique roumaine a décidé de « devenir non seulement le mode de réalisation du développement industriel, mais aussi des aspirations nationales d'indépendance ». La formule politique a été altérée ; jusqu'à ce moment-là, l'élite communiste a été contrainte de recourir à une « accumulation primitive de la légitimité » (Shafir, 1985), à cause de l'identification du parti « avec le référent externe soviétique ». Mais la nouvelle étape favorisait un autre cours ; en tant que telle, une vaste campagne de « de-soviétisation » et « re-romanisation » a été lancée (Shafir, 1985 : 48). Dej a recouru à une stratégie de détente et de rapprochement dans les relations avec la population.

En raison d'un fort sentiment antisoviétique (dû à l'annexion de la Bessarabie par l'Union soviétique à la fin de la Seconde Guerre mondiale), les tentatives de détachement de Gheorghiu-Dej sous la tutelle de Moscou étaient populaires. Les hauts responsables du POR ont commencé à accorder plus d'attention à l'intérêt national, aux symboles nationaux, aux valeurs et à l'histoire du peuple roumain. La de-soviétisation a continué au niveau interne par la démolition de la statue de Staline à Bucarest, la langue russe, qui jusque-là était obligatoire dans toutes les écoles, est devenue optionnelle (depuis l'année scolaire 1963-1964), les noms russes, reçus en 1948, de la plupart des rues, ont été de nouveau changés, le Musée roumain-russe a été fermé et son personnel transféré à l'Institut de l'histoire « Nicolae Iorga », l'Institut d'études roumaines-soviétiques a été aboli, l'Edition « Cartea rusă » est devenue l'Edition pour la Littérature Universelle, l'espace accordé aux productions soviétiques dans la presse, la radio et la télévision a été diminué, les œuvres de Nicolae Iorga, Mihai Eminescu, Titu Maiorescu ont été réimprimées. Pareillement, en août 1963 le brouillage des émissions de radio occidentales (qui étaient diffusées en roumain) a été arrêté, on a commencé à accepter de plus en plus de touristes et de conférenciers des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie. D'autres manifestations culturelles occidentales, telles que des pièces de théâtre, des livres, des films, des expositions ont été autorisées (Frunză, 1990 :

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

456-457; Tănase, 1998 : 197-198; Rothschild, 1989 : 163; Ionescu, 1994 : 380). Entre 1962-1965, plusieurs décrets du Conseil d'Etat stipulaient la libération de nombreux détenus (Georgescu, 1995 : 274). Un élément fort de mesures de-russification consistait dans l'accent sur les traditions politiques et culturelles roumaines. La réhabilitation des personnalités remarquables de la période entre les deux guerres, comme Titu Maiorescu, Nicolae Iorga, Nicolae Titulescu, a signifié la reconnaissance et l'appréciation officielle de leur contribution politique et culturelle (Fisher, 1989 : 62). L'évolution est intéressante aussi à la lumière de « l'utilisation - et de l'abus – du poète national Mihai Eminescu » dont les œuvres, censurées depuis 1948 en raison de leur tonalité antirusse, ont commencé à être réimprimées ; toutes ces mesures ont été incluses dans la terminologie utilisée par l'élite communiste dans une campagne pour « la réévaluation de l'héritage national » (Shafir, 1985 : 48-49).

En 1964, ces mesures ont atteint un niveau radicalisant : la célébration de la révolution soviétique a été réduite au minimum, et le Mois de l'Amitié soviéto-roumaine a été réduit à « Dix Journées de la Culture Soviétique ». Un point culminant d'insulte à Moscou a coïncidé avec la publication de l'œuvre de Karl Marx, *Notes sur les roumains*, dans lequel la Russie tsariste était critiquée pour l'atteinte grave portée aux mouvements révolutionnaires roumains de la fin du XIXe siècle et pour reprendre la Bessarabie (Fisher, 1989 : 62). Le moment a coïncidé avec des attaques explicites de Mao, lors d'une interview avec des journalistes japonais en 1964, qui se sont établis en tant que partie intégrante de la condamnation soviétique pour les acquisitions territoriales de 1947. L'impact signalait le potentiel de réactions similaires au cas des États d'Europe orientale, en particulier en Roumanie et en Pologne, les pays qui avaient subi des amputations territoriales considérables dans l'avantage d'URSS. La question de Bessarabie « planait de façon dramatique » au milieu de la révision des relations soviéto-roumaines (Ionescu, 1965 : 252). L'historien roumain Andrei Oţetea avait été envoyé aux archives de la Deuxième Internationale à Amsterdam, où il a « révélé » les écrits de Marx, avec des références ponctuelles et critiques contre la Russie tsariste impériale qui a incorporé le territoire roumain d'une manière injuste. Le moment était extrêmement favorable pour le groupe de Dej, puisque, comme l'a remarqué Shafir, « l'idéologie communiste paraissait désormais pleinement compatible avec le nationalisme antirusse, puisque le fondateur lui-même du socialisme scientifique avait dénoncé la violation russe de l'indépendance roumaine en général et l'annexion de la Bessarabie, en particulier ». La synchronisation de la publication de l'œuvre de Marx avec d'autres actions de politique intérieure et en particulier étrangère illustrait « l'accomplissement historiographique de la fonction de rationalisation des politiques contemporaines » (Shafir, 1985 : 50).

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

Conclusions

La désoviétisation de l'espace public roumain et le changement de la stratégie de POR, de partie intégrante de l'Internationale de Moscou dans un parti qui encourage le socialisme fondé sur les valeurs historiques et culturelles nationales, ont permis à Gheorghiu-Dej et à ses proches d'obtenir des rétroactions positives et le soutien de la population. L'ensemble complexe de mesures axées sur la de-russification a été, essentiellement, symbolique, mais s'est avéré très populaire en Roumanie (Fisher, 1989 : 62). L'amalgamation des convictions politiques et idéologiques d'origine léniniste (en tant que fondement du discours sur la légitimité des actions au sein de CAEM), d'une part, avec l'appel aux symboles nationaux (en tant que besoin pour la légitimation nationale), de l'autre, déclenchent le questionnement de l'ambivalence des actions de Dej (et la nécessité de l'analyser). Kenneth Jowitt fait valoir que jusqu'au début des années 1960 dans la société roumaine a fait son apparition une nouvelle couche (la soi-disant « nouvelle classe moyenne » qui a résulté de l'accent mis par le parti sur la mobilisation et l'industrialisation), qui représentait un élément social qui devait être attiré par l'élite du parti. Gheorghiu-Dej faisait face à deux alternatives dans le traitement de cette nouvelle classe : soit l'intégrer dans l'orientation nationale centrée sur l'engagement pour le système politique léniniste ; soit dichotomiser les deux tendances (c'est-à-dire le léninisme et le nationalisme), ou les chevaucher, en niant le caractère distinctif des impératifs politiques qui leur est associé. Jowitt a noté qu'il y avait la possibilité que Dej « sécurise la loyauté de la couche stratégique et définisse son engagement envers le régime d'une manière qui pourrait créer un amalgame de définitions nationales et léninismes ». Le fait que Dej est resté un stalinien convaincu l'empêcha exploiter la situation de cette manière ; voilà pourquoi ses politiques ont été soutenues par la nouvelle classe moyenne sur les considérations primordialement instrumentales et sélectives. Dej « a abordé la question du soutien populaire, presque entièrement, en termes de manipulation, [et cette] position [était] fondée sur la méfiance fondamentale et typique stalinienne » (Jowitt, 1971 : 223-224 et 184-186).

Bibliographie

Auty, P. 1969. Yugoslavia's International Relations (1945-1965). In: Wayne S. Vucinich (ed.), *Contemporary Yugoslavia: Twenty Years of Socialist Experiment*, Berkeley: University of California Press

Betea, L. 2001. *Convorbiri neterminate: Corneliu Mănescu în dialog cu Lavinia Betea*, Iași: Editura Polirom

Deletant, D. 2001. *Teroarea comunistă în România. Gheorghiu-Dej și statul polițienesc. 1948-1965*, Iași: Polirom

Fejtö, F. 1974. *A History of the People's Democracies: Eastern Europe since Stalin*, Harmondsworth, Middlesex, England: Penguin Books

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)

Fisher, M. E. 1989. *Nicolae Ceaușescu. A Study in political leadership*, Boulder & London: Lynne Rienner Publishers

Frunză, V. 1990. *Istoria stalinismului în România*, Bucureşti: Editura Humanitas

Georgescu, V. 1995. *Istoria românilor. De la origini până în zilele noastre*, Bucureşti: Humanitas

Gilberg, T. 1976. Yugoslavia, Albania, and Eastern Europe. In: Charles Gati (ed.), *The International Politics of Eastern Europe*, New York-Washington-London: Praeger Publishers

Griffith, W. E. 1963. Eastern Europe and World Communism. In: Stephen Fisher-Galaţi (ed.), *Eastern Europe in the Sixties*, New York, London: Frederick A. Praeger Publisher

Ionescu, G. 1965. Communist Rumania and Nonalignment (April 1964-March 1965), *Slavic Review*, vol. XXIV, no. 2, June

Ionescu, G. 1994. *Comunismul în România*, Bucureşti: Editura Litera

Jowitt, K. 1971. *Revolutionary Breakthroughs and National Development. The Case of Romania, 1944-1965*, Berkeley and Los Angeles: University of California Press

Retegan, M. 2002. *Război politic în blocul communist. Relații româno-sovietice în anii șaizeci*. Documente, Bucureşti: Editura RAO

Rothschild, J. 1989. *Return to Diversity. A Political History of East Central Europe since World War II*, New York: Oxford University Press *Scânteia*, 9 martie 1963

Shafir, M. 1985. *Romania: politics, economics and society*, London: Frances Pinter (Publishers)

Tănase, S. 1998. *Elite și societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej 1948-1965*, Editura Humanitas, Bucureşti

Tismăneanu, V. 2005. *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, Iași: Polirom

Wszelaki, J. 1963. New Patterns of Trade. In: Stephen Fisher-Galaţi (ed.), *Eastern Europe in the Sixties*, New York, London: Frederick A. Praeger Publisher.

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A25734 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:40:55 UTC)